

GREEK HELSINKI MONITOR (GHM)

Address: P.O. Box 60820, GR-15304 Glyka Nera Tel.: (+30) 2103472259 Fax: (+30) 2106018760
e-mail: panayotedimitras@gmail.com website: <https://greekhelsinki.wordpress.com>

Supplementary submission on Greece to the UN Human Rights Committee and to the UN Committee on the Elimination of Racial Discrimination

1 November 2024

On 30 October 2024, ARTE uploaded an 18-minute [video](#) entitled **Rejetés à la mer: enquête sur les refoulements en Grèce**, which is the most comprehensive and best documented evidence of pushbacks by Greece in the Aegean Sea. The video is accessible [here](#) and [here](#). There are also the texts below:

[Rejetés à la mer: enquête sur les refoulements en Grèce](#)



Ils étaient pourtant parvenus en Grèce. Depuis 2020, plusieurs milliers de migrants ont été rejetés à la mer et laissés à la dérive dans des radeaux de survie dans les eaux turques. Révélations sur ces « pushbacks », un système de refoulements systématiques mis en place par les garde-côtes grecs.

Cette nouvelle enquête du magazine SOURCES révèle le caractère systématique et organisé des refoulements de migrants en Grèce. Depuis 2020, ils sont des milliers, femmes et enfants compris, à avoir été rejetés en mer à bord de radeaux de survie par les garde-côtes grecs, puis laissés à la dérive dans les eaux turques.

En février 2024, un groupe de migrants appelle à l'aide depuis une île grecque de la mer Égée. Deux vidéos sont publiées sur les réseaux sociaux. Mais quelques heures plus tard, ce même groupe est découvert dans les eaux turques, là d'où ils viennent, sur un radeau de survie. Que s'est-il passé ? Pendant des semaines, la rédaction de "Sources" a analysé des centaines de photos et vidéos publiées sur les réseaux sociaux ou mises en ligne par les garde-côtes turcs. Ces images, vérifiées et recoupées avec des témoignages, des ONG et des rapports des Nations Unies, révèlent que des migrants qui étaient bien arrivés sur le sol européen sont massivement refoulés dans les eaux turques à bord de radeaux de survie. Des embarcations qui sont pourtant destinées au sauvetage en mer. Cette pratique, connue sous le nom de "pushback", est interdite par le droit européen et international. Alors que la Grèce tente de masquer les traces de ces refoulements, et répond par le silence ou le déni à toute accusation, cette enquête retrace l'origine des radeaux utilisés et interroge les fabricants sur cette

utilisation détournée de leur matériel. Les journalistes questionnent également la Commission européenne. Alertée dès 2020 de ces refoulements à bord de radeaux, elle continue pourtant de financer la surveillance des frontières grecques, et n'a jamais sanctionné le pays. Ferme-t-elle les yeux sur ces violations des droits de l'Homme ?

Fiche technique :

Réalisatrice : Maëva Poulet

Rédacteur en chef : Sylvain Pak

Productrice : Alexandra Jousset

Durée : 18 mn

Année : 2024



[30 octobre 2024](#)

Selon les chiffres des Nations Unies, en 2023, 41 000 migrants ont rejoint la Grèce par la voie maritime. Une fois sur le sol européen, les migrants sont placés dans des centres le temps de l'instruction de leur demande d'asile.

Mais la Grèce est accusée de "pushbacks", autrement dit de refouler certains des migrants souhaitant rejoindre l'Union européenne. Malgré de nombreuses enquêtes journalistiques, des rapports d'ONG ou d'institutions européennes et internationales, la Grèce continue de répondre par le silence ou le déni à ses accusations. Pendant plusieurs années, le ministre grec des Migrations a même parlé de "fake news" et accusé les garde-côtes turcs et des ONG de manipuler les images.

Les images des garde-côtes turcs

Nous avons commencé notre enquête côté turc. Sur le site du Commandement des garde-côtes, la Turquie répertorie ses interventions de sauvetage en mer. Entre mars 2020 et mai 2024, plus de 1 200 cas de pushbacks à bord de radeaux de sauvetage sont recensés. Pour chaque cas, les garde-côtes turcs mettent à disposition un dossier comprenant des photos et une vidéo de l'intervention de sauvetage, ainsi qu'une fiche d'opération détaillant la zone d'intervention et le nombre de personnes secourues.

Nous avons téléchargé ces 1 200 dossiers puis visionné et analysé chacune des images. Nous avons détaillé dans un document les conditions de chaque refoulement : présence d'enfants, refoulement de jour ou de nuit. Nous avons également noté le type de radeau et l'état de celui-ci (surchargé, dégonflé, toile déchirée, etc.).

Le visionnage de l'ensemble de ces rapports d'opération nous a permis de constater que chaque dossier comprend une fiche et des images différentes. Ces 1 200 cas ne comprennent a priori donc pas de "doublon" qui pourrait laisser penser à un possible gonflement des chiffres de la part des garde-côtes turcs.

Les vérifications de Forensic Architecture

Nous nous sommes aussi appuyés sur une base de données mise en ligne par Forensic Architecture, un groupe de recherche basé à l'Université de Londres. Les chercheurs analysent les images prises par les Turcs et classent les cas de pushback en deux catégories : "vérifiés" ou "documentés". Les cas "documentés" comprennent uniquement les informations publiées par la Turquie. Dans les cas "vérifiés", ces informations sont croisées avec des images prises par les migrants, des rapports d'ONG ou des enquêtes journalistiques.

Aegean Boat Report

Sur les réseaux sociaux, des ONG alertent également sur les pushbacks. C'est le cas notamment de l'organisation Aegean Boat Report (ABR), créée en 2018 et basée en Norvège. ABR reçoit quasi quotidiennement des photos et vidéos prises par des migrants en détresse en mer Égée. Nous avons pu échanger avec Tommy Olsen, le fondateur d'ABR : lorsqu'il est contacté par un groupe de migrants, il s'assure d'obtenir leur position GPS et notamment leur localisation en direct (une fonctionnalité offerte par WhatsApp). Cela lui permet de vérifier l'endroit exact où se trouvent les migrants. Chaque mois, ABR publie des statistiques sur le nombre de migrants refoulés. Son site Internet comprend également de nombreux décryptages sur les refoulements en mer Égée.

L'organisation n'est pas présente sur le terrain : entre la Grèce et la Turquie, il n'y a d'ailleurs aucun bateau humanitaire comme ceux qui sauvent des migrants en Méditerranée centrale. Lorsque des migrants se trouvent en détresse en mer, ou coincés sur une île, ils doivent donc appeler les secours du pays dans lequel ils sont.

En mai 2024, la rapporteuse des Nations Unies pour les droits humains, Mary Lawlor, s'inquiétait dans un tweet d'un mandat d'arrêt énoncé à l'encontre de Tommy Olsen en Grèce : "Il est visé par ce qui semble être une enquête arbitraire criminalisant son travail en faveur des droits des migrants".

Une autre organisation, Alarm Phone, fait un travail similaire et alerte sur X sur des cas d'embarcations qui auraient été victimes de pushback.

Nous avons obtenu et vérifié des photos et vidéos prises en mer Egée grâce à ces deux organisations.

La vérification du pushback du 23 février

Dans cette enquête, nous nous sommes intéressés à un pushback s'étant déroulé le 23 février 2024. Deux vidéos montrent les migrants sur l'île grecque. Plusieurs éléments nous ont permis de confirmer qu'il s'agissait bien de l'île de Farmakonisi. :

- Tout d'abord, les migrants indiquent cette position dans la vidéo.
- C'est également le point GPS qu'ils ont envoyé à Aegean Boat Report.
- Le paysage sur Google Earth correspond - bien qu'il n'y ait pas d'éléments distinctifs permettant de faire une géolocalisation précise : par exemple, on ne voit pas dans la vidéo de bâtiments ou des lignes de crêtes clairement visibles.
- Sur la vidéo, on voit un bateau des garde-côtes grecs approcher : les migrants sont donc bien côté grec.
- Enfin, Aegean Boat Report nous a indiqué avoir été informé de la présence de ce groupe sur l'île de Farmakonisi à 8h30. Grâce à l'outil Sun Calc, nous avons vérifié la projection de la lumière du soleil à 8h30 au niveau du point GPS indiqué par les migrants. Les indications de Sun Calc sont cohérentes avec la position du soleil et les ombres visibles sur les images des migrants.

- Le même jour, ce groupe a été retrouvé à la dérive par les garde-côtes turcs. On reconnaît clairement plusieurs personnes présentes sur l'île sur la vidéo de l'intervention des garde-côtes turcs.

Nous avons cherché pendant plusieurs semaines à entrer en contact avec ces migrants, sans succès.

La vérification du témoignage d'Ahmed

Dans notre émission, Ahmed, un migrant syrien, témoigne de son refoulement en septembre 2023.

Pour vérifier son témoignage, nous avons recoupé plusieurs les informations qu'il nous a fournies :

- A son retour en Turquie, il a été envoyé dans un centre de détention en Turquie pour dix jours. Il nous a envoyé un papier reçu à la date de sa libération.
- Il nous a précisé que le sauvetage s'est fait de nuit et qu'une vingtaine de personnes se trouvaient à bord.
- Il a indiqué être parti depuis la province d'Izmir / Cesme en Turquie.

Avec ces indications, nous avons trouvé une fiche d'opération des garde-côtes turcs datant du 29 septembre 2023 et une vidéo que nous lui avons envoyée. Il affirme qu'il s'agit bien du sauvetage de son radeau : il s'est reconnu sur les images et a pu identifier deux membres de sa famille qui voyageaient avec lui.

Plusieurs rapports d'organisations internationales et des Nations Unies confirment également son récit.

Sur la piste des radeaux

La Grèce continuant de nier les refoulements, il est très compliqué d'enquêter sur l'origine des radeaux utilisés. Nous n'avons trouvé qu'un seul appel d'offres accessible publiquement et mentionnant l'achat de radeaux de survie pour les garde-côtes grecs. Il s'agit d'un appel d'offres datant de 2016 pour l'achat de radeaux Lalizas avec des fonds européens.

Cet appel d'offres avait déjà été mentionné par Der Spiegel dans une enquête de 2021. Human Rights Watch avait également interrogé Lalizas dès 2020 au sujet de l'utilisation détournée de ces radeaux - l'ONG précise qu'à l'époque Lalizas n'avait pas répondu.

D'autres types de radeaux sont utilisés par les garde-côtes grecs. Et à partir de 2021, un modèle revient de façon récurrente : il n'a pas de toile orange. Nous avons interrogé plusieurs professionnels du secteur qui nous ont tous indiqué que l'absence de cette toile orange permet très certainement d'en masquer l'origine.

Après avoir passé des semaines à comparer des images et à échanger avec des professionnels du milieu, nous n'avons trouvé qu'une seule entreprise qui fabrique des radeaux aussi similaires : la Shanghai Youlong Rubber Products, basée en Chine. Nous l'avons appelée à plusieurs reprises et adressé des mails en français et en chinois. L'entreprise nous a confirmé avoir de nombreux clients en Grèce, mais n'a pas souhaité répondre à nos questions.

En Grèce, nous avons appelé des dizaines de fournisseurs de radeaux et revendeurs de la société Shanghai Youlong Rubber Products : aucune entreprise n'a souhaité nous confirmer l'origine des radeaux utilisés par des garde-côtes grecs.

Pour aller plus loin

Eléments juridiques au sujet des pushbacks :

- Bien qu'il n'existe pas de définition internationalement reconnue des "pushbacks" dans le domaine des migrations, le rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit des migrants décrit les "pushbacks" comme : "diverses mesures prises par les États qui ont pour conséquence que les migrants, y compris les demandeurs d'asile, sont sommairement renvoyés de force dans le pays où ils ont tenté de traverser ou ont traversé une frontière internationale sans avoir accès à la protection internationale ou aux procédures d'asile ou sans qu'il ne soit procédé à une évaluation individuelle de leurs besoins de protection, ce qui peut entraîner une violation du principe de non-refoulement". Voir ici : <https://www.ohchr.org/en/special-procedures/sr-migrants/report-means-address-human-rights-impact-pushbacks-migrants-land-and-sea>
- Notes sur les pushbacks et le droit Européen : https://home-affairs.ec.europa.eu/networks/european-migration-network-emn/emn-asylum-and-migration-glossary/glossary/push-back_en
- Addressing pushbacks at the EU's external borders (European Parliamentary Research Service, octobre 2022) [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2022/738191/EPRS_BRI\(2022\)738191_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2022/738191/EPRS_BRI(2022)738191_EN.pdf)
- Cour européenne des droits de l'Homme, note sur les expulsions collectives (avril 2024) https://www.echr.coe.int/documents/d/echr/FS_Collective_expulsions_ENG

Sur Frontex :

- Fabrice Leggeri, numéro trois du RN aux européennes, visé par une plainte pour complicité de crime contre l'humanité (Le Monde, avril 2024) https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/04/23/fabrice-leggeri-numero-3-du-rn-aux-europeennes-visé-par-une-plainte-pour-complicite-de-crime-contre-l-humanite_6229453_3224.html
- Fabrice Leggeri, l'ancien directeur de Frontex devenu frontiste (Le Monde, février 2024) https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/02/19/fabrice-leggeri-l-ancien-directeur-de-frontex-devenu-frontiste_6217394_3224.html
- Frontex et les renvois illégaux de migrants : le directeur exécutif de l'agence européenne, le Français Fabrice Leggeri, a présenté sa démission (Le Monde, mai 2022) https://www.lemonde.fr/international/article/2022/04/29/renvois-illegaux-de-migrants-le-directeur-executif-de-l-agence-europeenne-frontex-le-francais-fabrice-leggeri-a-presente-sa-demission_6124176_3210.html
- Refoulement de migrants en Grèce : l'enquête qui accuse Frontex (Le Monde, juillet 2022) https://www.lemonde.fr/international/article/2022/07/28/refoulement-de-migrants-en-grece-l-enquete-qui-accuse-frontex_6136445_3210.html
- La direction de Frontex a "considéré que la Commission européenne était trop centrée sur les droits de l'homme" (Le Monde, juillet 2022) https://www.lemonde.fr/international/article/2022/07/28/la-direction-de-frontex-a-considere-que-la-commission-europeenne-etait-trop-centree-sur-les-droits-de-l-homme_6136444_3210.html
- Rapport de l'OLAF sur Frontex : <https://fragdenstaat.de/dokumente/233972-olaf-final-report-on-frontex/>
- Communiqué de Ligue des droits de l'Homme et Utopia 56 sur la plainte déposée contre Fabrice Leggeri : <https://www.ldh-france.org/fabrice-leggeri-ancien-directeur-de-frontex-poursuivi-pour-complicite-de-crimes-contre-lhumanite-et-de-torture/>

- Pressure Growing on Frontex Chief from Pushbacks Investigation (Der Spiegel, mars 2022) <https://www.spiegel.de/international/europe/we-have-a-lot-of-evidence-pressure-growing-on-frontex-chief-from-pushbacks-investigation-a-047934ed-5f94-44c8-8474-df974644f002>
- Rapport du Parlement européen - 2021 : https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/238156/14072021%20Final%20Report%20FSW_G_en.pdf

Rapports sur les pushbacks en Grèce :

- "Their Faces Were Covered" Greece's Use of Migrants as Police Auxiliaries in Pushbacks (HRW, avril 2022) <https://www.hrw.org/report/2022/04/07/their-faces-were-covered/greeces-use-migrants-police-auxiliaries-pushbacks>
- Greece report 2023 (HRW) <https://www.hrw.org/world-report/2023/country-chapters/greece>
- Greece: Pushbacks and violence against refugees and migrants are de facto border policy (Amnesty International, juin 2023) <https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2021/06/greece-pushbacks-and-violence-against-refugees-and-migrants-are-de-facto-border-policy/>
- Greece: Investigate Pushbacks, Violence at Borders (HRW, octobre 2020) <https://www.hrw.org/news/2020/10/06/greece-investigate-pushbacks-violence-borders>
- Greece: Investigate Pushbacks, Collective Expulsions (HRW, juin 2020) <https://www.hrw.org/news/2020/07/16/greece-investigate-pushbacks-collective-expulsions>
- Greece Is Still Denying Migrant Pushbacks (HRW, août 2020) <https://www.hrw.org/news/2020/08/21/greece-still-denying-migrant-pushbacks>
- UNHCR calls on Greece to investigate pushbacks at sea and land borders with Turkey (UNHCR, juin 2020) <https://www.unhcr.org/news/briefing-notes/unhcr-calls-greece-investigate-pushbacks-sea-and-land-borders-turkey>
- Tents at Sea: How Greek Officials Use Rescue Equipment for Illegal Deportations (Just Security, mai 2020) <https://www.justsecurity.org/70309/tents-at-sea-how-greek-officials-use-rescue-equipment-for-illegal-deportations/>
- Audition concernant des cas de pushbacks à la Cour européenne des droits de l'Homme le 4 juin 2024 : <https://www.echr.coe.int/w/chamber-hearing>

Enquêtes journalistiques sur les pushbacks en Grèce :

- Taking Hard Line, Greece Turns Back Migrants by Abandoning Them at Sea (NYT, août 2020) <https://www.nytimes.com/2020/08/14/world/europe/greece-migrants-abandoning-sea.html?searchResultPosition=1>
- EU mulls new system to check illegal pushbacks of migrants (EU Observer, juillet 2020) https://euobserver.com/migration/148878?utm_source=euobs&utm_medium=email
- Migrants accuse Greece of forced deportations (DW, mai 2020) <https://www.dw.com/en/migrants-accuse-greece-of-forced-deportations/a-53520642>
- Video Shows Greece Abandoning Migrants at Sea (NYT, mai 2023) <https://www.nytimes.com/2023/05/19/world/europe/greece-migrants-abandoned.html>
- Frontex, l'agence européenne de gardes-frontières, a maquillé des renvois illégaux de migrants en mer Égée (Le Monde, mai 2022) https://www.lemonde.fr/international/article/2022/04/27/refoulements-en-mer-egee-les-recensements-errones-ou-mensongers-de-frontex_6123944_3210.html

- Europe's Violent Shadow Army Unmasked (Der Spiegel, octobre 2021) <https://www.spiegel.de/international/europe/greece-and-croatia-the-shadow-army-that-beats-up-refugees-at-the-eu-border-a-a4409e54-2986-4f9d-934f-02efcebd89a7>
- Les garde-côtes grecs ont laissé Amjad au milieu de la mer : « Ils nous voient comme des monstres » (Danish Broadcasting Corporation, août 2020) <https://www.dr.dk/nyheder/udland/den-graeske-kystvagt-efterlod-amjad-midt-paa-havet-de-ser-os-som-monstre#!/>
- EU Border Officials Accused of Throwing Refugees into the Sea (Der Spiegel, février 2022) <https://www.spiegel.de/international/europe/death-in-the-aegean-eu-border-officials-accused-of-throwing-refugees-into-the-sea-a-19ba0711-eebd-4c10-82da-ca12f5e01936>

Enquête sur les fonds européens versés à la Grèce :

- Ombudsman asks Commission how it ensures EU funds for Greek border management do not contribute to fundamental rights violations (novembre 2023) <https://www.ombudsman.europa.eu/fr/news-document/en/177828>
- European Ombudsperson Opens Inquiry Into The Commission's Administration Of EU Funding Used In Greece's Illegal Expulsion Of Migrants (Legal Centre Lesbos, décembre 2023) <https://legalcentrelesvos.org/2023/12/07/european-ombudsperson-opens-inquiry-into-the-commissions-administration-of-eu-funding-used-in-greeces-illegal-expulsion-of-migrants/>

Autres liens :

- Aegean Boat Report: <https://aegeanboatreport.com/>
- Article Aegean Boat Report sur le cas de Farmakonisi (23 février 2024): <https://aegeanboatreport.com/2024/02/29/the-first-documented-pushback-from-the-greek-islands-since-the-pylos-shipwreck-amongst-them-10-palestinians-the-madnes-continue-in-greece/>